

IDATE : smartphones, Internet mobilité, LTE, quels enjeux?

Comme chaque mois de novembre, Montpellier va devenir durant quelques jours la capitale des télécoms et des channels médias. L'institut d'études IDATE avec son évènement 'DigiWorld Summit 2011' va accueillir opérateurs télécoms, 'majors', grands médias et tout l'écosystème de l'univers numérique. Près de 1.500 participants sont attendus au Corum.

Parmi les 'guest-stars' invités -sur les 150 speakers confirmés-, figurent le ministre Eric Besson (Industrie, Energie et Economie numérique), Nelly Kroes, commissaire européen en charge du numérique, Jean-Ludovic Silicani, président de l'ARCEP, Jean-Bernard Levy, CEO de Vivendi, Michel Combes, CEO de Vodafone Europe, Geneviève Bell, directrice de 'Interaction & experience, Benoit Gougeon, directeur du secteur Télécommunications & Médias chez IBM research', Vivek Badrinaht, CEO d'Orange/France Télécom Business Services, Jean-Marc Tassetto, CEO de Google France... A noter également, le témoignage de BNP Paribas Exan sur la prolifération et les usages des smartphones en entreprise.

Lors de la conférence de presse introduisant les thématiques de ce symposium, ce 18 octobre, les dirigeants de l'IDATE ont esquissé quelques grandes **tendances du secteur**, et déjà lancé le débat:

-faut-il compter sur les 'smartphones' pour relancer la croissance du marché mobile ? (« *Will the device be king?*»)

-quelle est la réalité du marché des tablettes, ebooks, terminaux M2M ou consoles de jeux connectées?

(premier constat : le trafic sur Internet lié aux tablettes est deux fois plus élevé que celui des 'smartphones')

-pourquoi le déploiement du LTE accuse-t-il toujours autant de retard en Europe, alors qu'il dynamise le marché américain?

-pourquoi les Etats-Unis ont-ils pris de l'avance? Le Wimax mobile y-est-il pour quelque chose ?

-pourquoi les plans fibre (FTTH, THD...) ont-ils tant de mal à décoller dans certains pays européens, dont la France et l'Allemagne? Et quels modèles économiques peuvent l'emporter?

Le marché très prometteur des smartphones

L'IDATE observe qu'à l'échelle mondiale, les ventes de smartphones qui représentaient 19 % des ventes de téléphones mobiles à la fin 2010, devraient atteindre **47 % d'ici 2015**, soit près d'un téléphone sur deux. Aux Etats-Unis et en Europe, le taux de pénétration avoisinera, voire dépassera très vite les 60 %.

L'Amérique du Nord reste le leader incontesté, tandis que la région Asie-Pacifique enregistre les plus faibles proportions de ventes de smartphones (10 % des mobiles à la fin 2010). Pourtant, Japon et Corée du Sud disposent déjà de téléphones sophistiqués d'un niveau égal ou supérieur à celui des smartphones.

Autre constat de l'IDATE: « *Le nombre de smartphones arrivant sur le marché est crucial pour le développement de l'Internet mobile. (...) Ils sont certainement les types de téléphones mobiles les plus à même de fournir une expérience de qualité à l'utilisateur, agrémentée d'une richesse de fonctionnalités*».

Le marché se confirme donc comme très prometteur.

[\(suite : p. 2\)](#)

Le retard du LTE: pourquoi?

Déplorant le retard du LTE en Europe, l'IDATE souligne qu'aux Etats-Unis le wimax mobile a constitué un déclencheur, car il s'est vite révélé une menace pour les grands opérateurs mobiles (10 millions d'abonnés! cf. le succès de Clearwise), ce qui a donc stimulé les Verizon et autre AT&T à passer directement du vétuste CDMA (« où ils s'étaient embourbés ») au LTE prometteur.

Pendant ce temps-là, l'Europe tergiverse pour investir sur le LTE.

Une des raisons – prétexte... – du retard pris avec LTE, serait la question de l'interopérabilité avec l'actuel 3G. De même, l'implémentation de la voix sur LTE a soulevé des objections – les plateformes IMS se révélant un préalable.

Autre écueil important: le calendrier des attributions de fréquences. Ainsi, le Royaume-Uni continue de traîner des pieds et repousse la procédure depuis près de 4 ans.

La situation en Europe serait, en réalité, très contrastée. En Allemagne, un point intéressant dans le déploiement du LTE est que les Länder sont tenus à s'engager sur les zones blanches (là où il n'y a pas ou peu d'accès Internet câblé). Tout candidat au LTE doit couvrir les zones déshéritées. Six Länder, figurant parmi les plus riches, ont déjà rempli les conditions. Donc la procédure d'attribution des marchés, avec responsabilisation sur les zones rurales, est un atout. Et, en outre, la répartition des fréquences entre opérateurs y paraît équitable.

A l'inverse, au Royaume-Uni, on constate une forte disparité dans les attributions de fréquences. Il existe un contentieux sur les bandes des 900 et 1800 MHz -les opérateurs les mieux pourvus rechignent à remettre les compteurs à zéro.

Et la France? « *Nous sommes dans une position intermédiaire* », note Yves Gassot, dg de l'IDATE.

Est-ce plausible que Free ne candidate pas?

«Effectivement, ce n'est pas impossible, car ils [Free Mobile, groupe Iliad] ont beaucoup misé sur la bande 2.6 GHz [attribuée début octobre]. Et en outre, ils détiennent une licence sur la bande 3,5 GHz pour les zones très denses. Donc, pour les zones peu denses, ils pourraient s'appuyer sur un des trois opérateurs - Bouygues, par exemple. Car il est peu probable qu'ils puissent faire alliance avec un opérateur de gros [comme TDF]».

En France, du reste, il n'est pas certain que le modèle de la mutualisation de l'infrastructure, qui fonctionne très bien en Inde, soit bienvenu ici, car les opérateurs font encore des marges confortables sur le détail.

Conclusion intermédiaire? Le LTE devrait apporter plus de partage, y compris en France. Mais il reste la question des investissements.

Certes, en France l'ARCEP tente d'imposer la mutualisation, y compris sur les grandes agglomérations. Mais, au bout du compte, il y a un risque: « *On peut se retrouver au point de départ: un retour au quasi monopole pour l'infrastructure!* »

Commentaire: « *Toute la difficulté est de trouver le bon 'tuning' entre des montants d'investissement réalistes, avec des coûts par accès pas trop élevés, et la nécessité de maintenir la concurrence – ce qui a bien fonctionné aux Etats-Unis.* »

LTE, l'Internet mobile et... Free

Avec le LTE, on entre de plain pied dans le monde de l'Internet mobile. « *Or, que constate-t-on? Aux Etats-Unis, les vrais vecteurs ne sont pas les opérateurs mais ce sont les Google, Apple, FaceBook. Or ces*

derniers n'ont pas le même impact en Europe. Ici les plates-formes techniques et les déploiements pilotes tardent. Certes, il y a Ericsson, prêt à démarrer, mais les attributions de fréquences ne sont pas réglées».

Bref, ce serait-on trop polarisé contre Free? « C'était une forme de myopie. Le but du jeu affiché était de bousculer le trio Orange / SFR / Bouygues. Certes, mais il y a un autre enjeu non moins important, sinon plus : sortir de la 3G pour préparer activement l'Internet mobile. Il aurait été préférable de mieux préparer la vague LTE, en stimulant les opérateurs et en les obligeant à élaborer une véritable offre Internet mobile aux consommateurs. C'est là la nouvelle donne. Pas l'intrusion de Free».

Et que penser des options de tarification « tier-pricing » ?

« Le fait que 5% des usagers les plus addicts ponctionnent une grande partie de la bande passante, n'est pas le problème principal. Le 'flat rate' n'a jamais constitué une dynamique sur aucun marché... Donc, oui, on peut imaginer une segmentation d'offres Internet par classes de débit (avec critère de confort, donc de latence) et des 'bundles' bon marché. Cette segmentation se précise; elle se concrétise par les différentes options ouvertes: clés, cartes SIM pour tablettes, etc.»

« Le cas de Vodafone en Espagne est intéressant, et rejoint la question de la Net-Neutralité (*), avec cette idée de deux chemins d'accès possibles vers Internet. On peut imaginer des offres de services 'Premium', en remontant plus haut dans l'infrastructure sécurisée et priorisée des opérateurs, pour garantir la qualité de service».

Mais n'est-ce pas la porte ouverte à des discriminations – dénoncées aux Pays-Bas, par exemple?

« Bruxelles tend à dire que c'est une position tenable, légitime, à condition de conserver les accès actuels (à leur niveau actuel de qualité)».

En France, où l'on tente d'instituer une sorte de « régulation symétrique », force est de constater que les élus font bloc et vont profiter de la campagne électorale pour monter aux créneaux, notamment sur le dossier des zones blanches et des infrastructures très haut débit.

« Il faut toutefois admettre que les choses avancent. Il y a eu un milliard investi et 7 autres à venir d'ici à 2015. Certes, la coordination entre les acteurs intervenants sur ce marché est délicate et complexe: collectivités locales et opérateurs n'ont pas fini de s'affronter (...). Parmi les questions critiques, se pose celle de la priorité à donner ou non aux financements privés».

Le programme de développement du très haut débit (THD) sur fibre est-il probant? Certes, il y aurait 5 millions de prises déployées, mais très peu d'abonnés. « Ca devrait s'accélérer à partir de 2013», estiment les analystes de l'IDATE, qui, décidément, veulent afficher un optimisme à tout crin.

Pour plus d'informations : www.digiworldsummit.com

(*) Actualité oblige : les députés européens viennent d'adopter à l'unanimité une résolution sur la neutralité du Net: elle demande à la Commission européenne (Nelly Kroes) de sortir de son attitude attentiste et de travailler à une réglementation dans les six mois suivant la publication de l'étude des régulateurs européens des télécoms, une réglementation qui empêcheraient les pratiques discriminatoires des opérateurs. Ils demandent des sanctions à l'encontre des fournisseurs d'accès Internet (FAI) qui restreignent l'accès à Internet de leurs abonnés. Ils demandent également que la congestion des réseaux ne soit pas prétexte à instituer ce genre de restrictions sur l'Internet mobile.